

# Vers des modes de production et de consommation durables

**Avis d'un collectif d'experts internationaux réunis par l'Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie**

Le Sommet Mondial pour le Développement Durable, tenu à Johannesburg en 2002, a fortement réaffirmé l'importance de la transition vers des modes de consommation et de production compatibles avec les capacités et les limites de notre environnement naturel :

*Des changements fondamentaux dans la façon dont les sociétés produisent et consomment sont indispensables pour réaliser un développement durable à l'échelle mondiale. Tous les pays devraient s'efforcer de promouvoir des modes de consommation et de production durables, les pays développés montrant la voie et tous les pays en bénéficiant, compte tenu des principes de Rio, y compris le principe, parmi d'autres, de responsabilités communes mais différenciées, énoncé au principe 7 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Les gouvernements, les organisations internationales compétentes, le secteur privé et tous les grands groupes ont un rôle essentiel à jouer dans l'action visant à modifier les modes de consommation et de production non durables.*

Lors de ce même Sommet l'ensemble des pays participants ont demandé l'élaboration d'un cadre décennal de programmes pour appuyer des initiatives régionales et nationales pour un développement économique et social cohérent avec la capacité de charge des écosystèmes. Dès juin 2003, des experts internationaux réunis à Marrakech ont défini les priorités au niveau global et ont ainsi lancé le « processus de Marrakech ».

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), en collaboration avec le Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (DAESNU), a organisé des consultations régionales rassemblant les gouvernements, des partenaires du secteur privé, des représentants des associations de consommateurs et des syndicats, des organisations non gouvernementales et des organisations intergouvernementales en Amérique latine, dans les Caraïbes, dans la région Asie-Pacifique, en Afrique et en Europe, afin de mettre en place des stratégies régionales de promotion de la consommation et de la production durables. Un site Internet du processus de Marrakech<sup>1</sup> contient les informations et les documents clés sur les développements régionaux et internationaux.

C'est dans ce cadre que l'Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie a convié un groupe d'experts internationaux (voir encadré en page 8) pour réfléchir sur les spécificités de l'espace francophone dans la transition vers des modes de consommation et de production plus durables. Ces experts se sont surtout attachés à formuler des recommandations pratiques pour les collectivités locales, les entreprises et en général pour les décideurs de tous les secteurs sociaux.

1. <http://www.un.org/esa/sustdev/sdissues/consumption/Marrakech/conprod10Y.htm>

## Les constats

On retrouve dans l'espace francophone une caractéristique globale fondamentale de ce débat de consommation et de production durables : *l'extrême disparité de revenus et d'accès aux biens essentiels entre les populations les plus pauvres et les plus riches*. De plus, le manque d'infrastructures dans les pays en voie de développement amplifie souvent des comportements de survie ravageurs pour l'environnement local et la santé (déforestation, décimation de la faune, épuisement des sources d'eau et des terres, accumulation des déchets), alors que l'abondance d'infrastructures dans les pays développés favorise le gaspillage, la

surconsommation et l'intensité des transports de personnes et de marchandises.

Il ne peut donc être question de traiter les enjeux de consommation et de production durables de la même façon. La communauté internationale s'est fixé par les Objectifs de Développement du Millénaire une amélioration, avant 2015, des conditions d'au moins la moitié de la population mondiale qui souffre aujourd'hui d'extrême pauvreté. *L'essence même de la notion de développement durable est de défaire la pauvreté d'une manière qui ne compromette pas la qualité de vie des générations actuelles et futures*. Cette victoire ne pourra s'obtenir en transférant les modes de vie, les technologies et les

### Le groupe d'experts « Modes de production et de consommation durables » réunis par l'IEPF à Paris les 14 et 15 décembre 2004

#### France

##### Ministère de l'Écologie et du Développement Durable

Monsieur Christian BRODHAG  
Délégué Interministériel au Développement Durable

Madame Geneviève VERBRUGGE  
Chargée de mission, services des Affaires internationales

Madame Irène CABY  
Chargée de mission Entreprises et Développement Durable

Madame Sophie TALIÈRE  
Chargée de mission Relations Internationales Service du Développement Durable CIFAL

Madame Patricia RAVET  
Recherche DD orientée produits  
Cartes Vertes INTL

#### Maroc

Monsieur Abdeslam DAHMAN SAÏDI  
Professeur, Institut agronomique vétérinaire Hassan II, Rabat

#### Québec

Madame Claire SABOURIN  
Coordonnatrice des Activités de formation internationale  
École des Sciences de gestion, Université du Québec à Montréal

#### Suisse

Monsieur Alexandre EPALLE  
Responsable du service cantonal du développement durable  
Département de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement – DIAE, Canton de Genève

Monsieur Claude AUROI  
Professeur, Institut universitaire d'études du développement – IUED, Genève

#### PNUE-DTIE

##### Programme des Nations Unies pour l'Environnement

Madame Monique BARBUT  
Directrice, Division Technologie, Industrie et Économie – DTIE

Madame Fanny DEMASSIEUX  
Administratrice de programme, Division Technologie, Industrie et Économie – DTIE

Monsieur Guido SONNEMANN  
Branche Production et Consommation, Division Technologie, Industrie et Économie – DTIE

#### Union Européenne

Monsieur Raymond VAN ERMEN  
Directeur Exécutif Partenaires Européens pour l'Environnement – EPE, Bruxelles

#### Pacte Mondial des Nations Unies

Monsieur Claude FUSSLER  
Conseiller

#### AIF – IEPF

##### Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie

Monsieur El Habib BENESSAHRAOUI  
Directeur Exécutif

Monsieur Sibi BONFILS  
Directeur adjoint

Monsieur Boufeldja BENABDALLAH  
Responsable du programme Prospective et mobilisation de l'expertise pour le développement durable

comportements et même les conventions économiques des pays riches. Elle s'obtiendrait, idéalement, en inventant des scénarios de développement qui éviteront cet usage intensif des ressources naturelles qui est la norme même du modèle économique de l'affluence.

*Ces enjeux de consommation et de production durables se jouent simultanément sur les terrains de l'environnement, des comportements de société et de l'éthique.* Certes c'est en abusant des ressources et des mécanismes de notre planète que nous déclenchons des risques pour nos paysages, notre santé même et celle de nombreuses espèces vivantes. Le contexte écologique est donc primordial car c'est la base de notre alimentation et de notre économie. Mais les choix que nous faisons pour ignorer ou transgresser les limites, accaparer une part de nature et déplacer les risques sur autrui sont des comportements de sociétés et ce sont des choix politiques et moraux. Réciproquement, la transition vers une consommation et une production durables demande des choix éthiques et des actions collectives, non seulement au niveau intergouvernemental comme dans le processus de Marrakech, mais aussi au niveau personnel par une prise de conscience de notre rôle pour déstabiliser ou établir le monde que nous pensons désirer pour nous-mêmes, nos prochains et nos enfants.

Incontestablement, une économie qui assurerait une qualité de vie pour tous, maintenant et pour les générations à venir, dans les limites de la capacité de charge de nos écosystèmes, est un objectif hautement désirable ainsi qu'une juste paraphrase de nombreuses définitions du développement durable. Mais de fait, notre économie n'assure cette qualité de vie qu'au sixième le plus riche de la population tout en dépassant déjà, selon les études annuelles du WWF<sup>2</sup>, de 20% la capacité de la biosphère à se régénérer. Nous dégradons donc nos forêts, nos stocks de poissons, nos réserves d'eau sans même pourvoir aux besoins de tous et sans pouvoir faire ainsi face à la croissance de population des prochaines décennies. *Cette économie durable appelle donc une stratégie de découplage entre la croissance économique, entre la qualité de vie et leurs impacts négatifs sur l'environnement.* Tandis

que les indicateurs de développement et de qualité de vie augmentent, ceux qui mesurent la détérioration de l'environnement devraient diminuer pour revenir à ce que le WWF et nombre de scientifiques estiment être la capacité de régénération de notre Terre. Il faudrait donc obtenir un découplage absolu. Le découplage de l'activité productive de son impact sur l'environnement est mesurable. Il est reflété dans les évaluations globales réunies régulièrement par l'Agence Européenne pour l'Environnement<sup>3</sup> et par le PNUE<sup>4</sup>. Par exemple, en Union Européenne, de 1995 à 2001, la consommation d'eau a diminué, celle des matières premières est restée stable, soit un découplage absolu. La consommation totale d'énergie et le volume des déchets d'emballage n'ont augmenté que de 7% alors que le Produit National Brut augmentait de 16%, soit un découplage relatif. Ce découplage se retrouve encore pour les déchets industriels toxiques, la pollution de l'eau et de l'air des villes, le dioxyde de soufre et le plomb. Il semble d'ailleurs d'autant plus accentué qu'il existe une législation et des instruments économiques pour pousser au progrès. Par contre, le transport de passagers continue à augmenter à la vitesse de l'économie tandis que le fret routier et le trafic aérien dépassent largement la croissance économique. Il n'y a pas découplage mais une accélération des impacts sur la pollution de l'air, sur le bruit et le climat.

C'est ce qui se produit également dans les zones de forte croissance des pays en voie de développement. Faute d'existence ou d'accès à des techniques fortement découplées, leurs habitants les plus riches adoptent les standards de consommation en vogue à Paris, Genève ou Montréal. Ils présentent alors un modèle de succès social qui stimule l'imagination et l'envie de leurs contemporains malgré sa pression néfaste sur l'environnement local. L'enjeu du découplage est donc également d'anticiper les besoins des pays en voie de développement lorsque leurs progrès créent une classe moyenne impatiente de profiter de sa liberté de consommer. Mais dans une large mesure, *ce sont les pays riches qui ont d'ores et déjà les moyens d'investir dans ces efforts de découplage* et qui ont déjà pris relativement conscience de la nécessité de le faire pour leur propre qualité de vie.

2. WWF' Living Planet report: [http://www.panda.org/news\\_facts/publications/general/livingplanet/index.cfm](http://www.panda.org/news_facts/publications/general/livingplanet/index.cfm)

3. [www.eea.eu.int](http://www.eea.eu.int)

4. [www.unep.org/geo3](http://www.unep.org/geo3)

Les progrès et les échecs du découplage apportent plusieurs leçons. Lorsqu'il existe *une volonté d'amélioration d'un système bien défini en même temps qu'un pouvoir de contrôle compétent* sur ce système, des améliorations tangibles sont au rendez-vous. Il n'est donc pas étonnant que la vaste majorité des stratégies de découplage réussisse dans le secteur de production avec des entreprises bien gérées ou dans de petites unités territoriales avec une forte participation citoyenne et une législation stimulant le progrès et la transparence. Mais les objectifs de découplage, même affirmés par les stratégies nationales de développement durable, sont illusoire dès lors qu'il s'agit de systèmes étendus et complexes et de chaînes de décisions floues, incapables d'arbitrer les intérêts contradictoires et de stimuler une vision collective.

Les réussites montrent également *le rôle fondamental de l'innovation technique et sociale*. Il faut en effet inventer une solution qui apporte autant, sinon plus, de services et de qualité de vie avec nettement moins d'effets indésirables sur l'environnement et qui puisse se substituer facilement aux techniques et pratiques courantes en séduisant leurs usagers. Ce type de dilemme tripolaire demande également plusieurs degrés d'innovation. La protection de la couche d'ozone, l'élimination des carburants au plomb, la réduction substantielle des pluies acides ont toutes mis en jeu une combinaison de percées technologiques, des campagnes d'information ainsi que des instruments économiques et législatifs pour finalement stimuler une action collective vers le découplage et même l'élimination quasi complète d'une substance toxique. Il existe également un faisceau d'études pour démontrer que *ce découplage a contribué à la compétitivité des entreprises et des régions qui l'ont mis en œuvre* plutôt que de leur nuire économiquement.

De plus, ces réussites ainsi que d'autres efforts de découplage ont permis de développer une panoplie de méthodologies d'évaluation et de mises en œuvre. Les études d'impact, de coûts/bénéfices, les analyses de cycle de vie, les protocoles de production propre, d'éco-conception ou d'éco-innovation, les normes de produits et de processus, les écolabels, les standards de gestion ISO 14000 et les lignes directrices AFNOR SD21000 de stratégie de développement durable, les dialogues et comité d'avis de parties prenantes, tous

ces outils soutiennent les initiatives volontaires de transition vers la production et la consommation durables et le découplage en particulier. *On sait donc faire, on pourrait faire*. Mais la rareté d'initiatives marquantes et la lenteur des progrès observés dans les pays développés montrent à quel point il est urgent de créer une dynamique d'amplification et d'accélération des expériences et des idées les plus probantes. C'est dans cette perspective que s'est située la réflexion des experts réunis par l'IEPF. Ils ont ainsi tenté de dépasser ces constats et de proposer des idées et des pistes d'actions pertinentes.

## Propositions de pistes d'actions

La transition vers une production et une consommation durables met en jeu des actions complexes et ramifiées. Il s'agit en effet d'actions systémiques et *il faut donc toujours veiller à créer une synergie entre plusieurs groupes d'acteurs vers des objectifs communs*. Il est rare qu'une recommandation puisse être accomplie par un groupe seul sans le support des autres (voir tableau).

Les enjeux et les concepts du développement durable ont été exprimés jusqu'ici essentiellement en anglais international. Tout en reconnaissant l'efficacité de ce langage commun et son utilité pour une large diffusion des concepts nouveaux, *il est important d'approprier et d'exprimer les débats de production et de consommation durables à travers les valeurs de la Francophonie*. Il est ainsi recommandé d'intensifier l'échange à tous les niveaux de décideurs (tels que les réseaux universitaires et l'association des maires francophones) de l'information sur les outils, les bonnes pratiques et les initiatives. Il faut aider à renforcer les capacités dont les pays ont besoin pour formuler des stratégies de développement durable, intégrer les règles internationales et adapter les initiatives les plus prometteuses. Il faut également intensifier la préparation et la capacité d'influencer les négociations internationales par les participants de la Francophonie<sup>5</sup>.

5. <http://www.mediaterre.org/france/rub,2,1.html> et [http://www.iepf.org/reseaux/relief\\_index.asp](http://www.iepf.org/reseaux/relief_index.asp)

Les cinq groupes d'acteurs	Leurs fonctions et responsabilités majeures
Les entreprises de production, de distribution et de services ainsi que leurs groupes d'intérêt comme les chambres de commerce ou d'agriculture	La consommation dépend largement de ce qui est offert par le secteur productif; cette offre dépend à court terme largement de l'outillage et de l'investissement productif existant; à moyen terme elle dépend de l'anticipation par le producteur des besoins et des désirs « durables » du consommateur.  En pensant entreprise, il ne faut pas négliger les petites et moyennes structures ni même l'artisan et le fermier.
Le secteur financier et en particulier les banques d'investissement, les fonds de pension, les bourses et les analystes financiers	La capitalisation boursière de l'entreprise, sa valeur à la vente ou à l'acquisition, sa facilité d'accès au crédit dépendent de l'évaluation de ses opportunités et risques futurs par les investisseurs et leurs conseillers. Une grande partie de cette valeur est intangible; elle repose sur la confiance qu'ont ces investisseurs dans la qualité des engagements de l'entreprise avec le monde qui l'entoure.  Il revient aux acteurs financiers d'allouer les ressources qui leur sont confiées aux investissements les plus durables.
Les consommateurs et leurs groupements d'intérêt, le monde associatif spécialisé dans les enjeux de développement durable et les syndicats	Sur le moyen terme, le consommateur est roi. Il peut certes être contraint par les limites de l'offre ou influencé par la publicité mais ce sont ses valeurs, sa compréhension des enjeux et son pouvoir d'achat qui prédominent sur la durée et forment les modes de consommation.
Les institutions d'information, de recherche, d'éducation et de formation; les entreprises d'information et de communication	Consommateurs, entrepreneurs et responsables publics réagissent en fonction de leur prise de conscience et de leur compréhension des enjeux de développement durable. Dans ce contexte, la part scolaire et universitaire est largement supplantée par la présentation qui les atteint dans la vie courante par les divers médias.
Les pouvoirs publics locaux, nationaux et internationaux	Ils fixent la licence légale de produire, distribuer, consommer et polluer. Ce pouvoir est fonction de leur diligence et de leur intégrité à l'exercer.  Mais les modes de production et de consommation durables sont encore à inventer; ce ne sont pas encore des normes admises. Les pouvoirs publics ont ainsi la responsabilité de formuler et guider les aspirations des citoyens et de créer le cadre qui stimule les initiatives de réalisations de ces aspirations. Il leur appartient également de choisir les conditions pour transformer les initiatives réussies ou prometteuses en normes collectives. Ils influencent eux-mêmes le marché par leurs investissements pour le service public et se doivent de donner l'exemple d'achats responsables. Enfin par les infrastructures publiques ils créent les conditions de productivité des entreprises.

Dans le strict périmètre de leur système de production, un grand nombre d'entreprises ont démontré au cours des dernières années un découplage notable, parfois même absolu, entre leur volume de ventes et leur consommation d'eau, d'énergie, d'emballages et leurs rejets dans l'environnement sous diverses formes. Ce découplage fait partie d'une démarche généralement connue sous l'étiquette d'éco-efficacité. Les principes opérationnels de l'éco-efficacité ont été définis par une multitude de praticiens, d'expériences de terrain et de dialogues avec diverses parties prenantes sous l'impulsion du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD<sup>6</sup>), une organisation qui regroupe aujourd'hui 175 grandes multinationales engagées pour le développement durable. Bien que l'éco-efficacité ait souvent été réduite à la formule simpliste « créer plus de valeur avec moins d'impact », il est essentiel de se référer à la définition complète qui est longue mais englobe plusieurs exigences fondamentales (voir tableau, page suivante).

6. <http://www.wbcd.org> (site en anglais)

Les différents niveaux de complexité et d'incertitude de cette définition impliquent que l'éco-efficacité n'est pas un état ou une qualité, mais un processus d'amélioration continue. Il en résulte aussi qu'elle n'est pas une approche unique. D'autres ont proposé des formulations et des programmes pour réaliser le développement durable. On peut citer en particulier la Production Propre du PNUE. Ni l'éco-efficacité, ni la Production Propre ne font référence au secteur, à la nationalité ou à la taille de l'entreprise. C'est qu'en fait ce sont des démarches universelles. D'une certaine manière, il est même plus facile à un artisan de la mettre en œuvre à condition d'avoir la volonté de bien connaître l'impact de son procédé et de prendre le temps de concevoir ses options de réduire ses impacts ou de chercher ailleurs les expériences d'amélioration. *C'est donc avant tout une question de temps, de volonté et de créativité.* La complexité de la démarche augmente en fait avec la taille et le nombre d'installations et de flux matières à gérer. Cependant, ce sont ces entreprises multinationales très visibles et

**L'éco-efficacité est réalisée :***par la fourniture de produits et de services à des prix compétitifs,*

Les produits et les services éco-efficaces sont en compétition sur le prix et la qualité. Il faut qu'ils soient avantageux pour provoquer un réel progrès.

*qui satisfont les besoins humains et apportent la qualité de vie,*

Ils doivent être conçus pour satisfaire de vrais besoins et contribuer à la qualité de vie et non pas pour rendre la surconsommation écologiquement acceptable. Cette partie de la définition est clairement un objectif de consommation durable.

On doit y lire aussi, c'était l'intention des auteurs, le souci du développement des populations pauvres.

*alors qu'ils réduisent progressivement leurs atteintes écologiques et leur intensité en ressources naturelles, tout au long de leur cycle de vie,*

Leur conception doit prendre en compte la minimisation des impacts dans le contexte étendu de l'assemblage de leurs composants et l'extraction de leurs matières premières, leur distribution, leur utilisation et consommation ainsi que les résidus en fin de vie utile.

Cela implique une évaluation et une amélioration continue systémiques.

*jusqu'à un niveau au moins compatible avec la capacité estimée de notre planète à les supporter.*

Une approche de précaution, qui prenne en compte les limites de notre planète à régénérer ses cycles vitaux et les incertitudes de notre connaissance scientifique, est de rigueur.

vulnérables à la pression publique qui se sont engagées avec le plus d'impact positif. Il faut donc recommander l'extension de la démarche d'éco-efficacité au plus grand nombre d'entreprises de toutes tailles et de tous secteurs. Les méthodologies sont bien rodées et, en particulier, le PNUE et le Wuppertal Institute en Allemagne se sont efforcés de constituer une boîte à outils pour la petite entreprise<sup>7</sup>.

Si l'on peut recommander l'adoption de la démarche d'éco-efficacité sans hésiter, il ne faut pas se leurrer sur son impact dans l'état actuel de son application. Les meilleurs résultats sont démontrés dans le champ du système productif strict. C'est donc une application étroite de sa définition même. Or la majeure partie des impacts ont lieu dans les autres phases du cycle de vie du produit. L'usine de lave-linge la plus éco-efficace contribue finalement peu à l'impact de toute la filière lave-linge. Lorsque l'on comptabilise l'impact des productions de métaux, de plastiques et de peintures qui constituent le lave-linge, l'eau, l'électricité et les détergents qui seront utilisés pour toutes les lessives du consommateur et l'impact de toutes les étapes de transport au long de ce cycle de vie jusqu'à la décharge du lave-linge en fin de vie l'on constate que la phase même d'assemblage du lave-linge représente moins de 10% de tous ces impacts. On constate les mêmes proportions pour la majeure partie de nos grands produits de consommation, l'automobile, les aliments et boissons de grande distribution, l'habitat, les appareils électroménagers...

7. <http://www.efficient-entrepreneur.net/index.php3?seite=99&lang=fr>

*Pour que la démarche éco-efficacité accélère réellement le découplage entre l'usage intensif de ressources naturelles et l'assurance de notre qualité de vie, il faut la pousser fidèlement à sa définition, dans toutes les phases des cycles de vie de notre confort matériel.*

L'impact de l'éco-efficacité et de la production propre est également limité par le nombre d'entreprises qui la mettent réellement en œuvre et le nombre d'institutions qui les encouragent et les aident à le faire. En plus de 15 ans de développements et de démonstrations, elles sont restées des initiatives volontaires. Elles n'ont séduit qu'un petit contingent parmi les 64000 multinationales et les millions de PME actives dans le monde. Les initiatives volontaires sont pourtant en faveur. La base logique de leur crédit est que les défis du développement durable sont trop complexes pour imposer des solutions évidentes, qu'il faut laisser le temps à l'exploration, à l'innovation et au consensus pour départager les meilleures approches avant de les intégrer dans un cadre prescriptif. Dans le contexte du système économique ultra-libéral prôné par certains, la préférence pour l'initiative volontaire est donc une préférence d'efficacité. Elle repose sur l'hypothèse que les valeurs morales et la capacité innovatrice des entrepreneurs, exaltées par une saine concurrence et la transparence de leurs agissements, nous conduiront plus rapidement et plus économiquement vers le développement durable qu'un processus de négociations politiques et réglementaires. Et en effet, l'initiative volontaire des entreprises et les partenariats avec des ONG et des institutions publiques ont produit un consensus déclaratif intéressant et une boîte bien fournie en outils de

mise en œuvre : analyses de cycles de vie, éco-design, audit sociales, ISO 14000, bilan des gaz à effet de serre et permis d'émettre, comité de Responsabilité Sociale, etc.

Mais le bilan de l'initiative volontaire est mince. Nous sommes en retard sur tous les objectifs de développement durable et ni l'ampleur, ni l'énergie, ni la vitesse des programmes en cours ne permettent d'espérer le succès. *Une mobilisation volontaire, pauvre en volontaires, ne peut avoir l'impact désiré, elle fait trop peu, trop tard.* On peut donc douter de la capacité de l'entreprise de décider, seule, du déclenchement, des modalités et de l'ampleur d'une initiative collective de cette importance pour notre avenir. On peut surtout se demander quels processus, mieux conçus, pourraient à la fois stimuler l'initiative et l'innovation tout en créant un réel mouvement à l'échelle suffisante pour produire le changement.

On peut d'abord insister sur le rôle des partenariats publics-privés qui favorisent un équilibre entre la liberté d'action et d'innover de l'entreprise et un cadre de concertation sur les objectifs à atteindre et les règles du jeu à respecter. De tels partenariats permettent d'allier les entreprises et de préférence leurs groupements sectoriels ou les chambres de commerce aux pouvoirs publics et au mouvement associatif. *Si les objectifs sont clairs, les responsabilités respectives bien définies et le financement suffisant, les partenariats peuvent efficacement résoudre des questions systémiques complexes.* Éco-emballage en France est un bon exemple de partenariat étendu pour réduire et revaloriser les déchets d'emballage avec une vaste participation des consommateurs et de tous les acteurs de la chaîne. Mais il faut convenir que son initiative a été fortement encadrée par les décrets de 1992 sur les obligations et objectifs de valorisation des déchets d'emballage. Sur cette base non négociable les acteurs ont donc préféré s'allier pour une mise en œuvre économique. *Les pouvoirs publics devraient moins hésiter pour «forcer la main» sur les enjeux de production et de consommation durables.* Ils devraient instaurer des cadres stratégiques qui les amènent à travailler avec les entreprises, les associations de consommateurs et d'autres parties prenantes à la réalisation d'objectifs de découplage plus ambitieux.

Un autre levier d'action est l'accès au marché. Bien que l'éco-efficacité cherche la compétitivité, il est presque toujours difficile de rivaliser avec les solutions moins efficaces car elles bénéficient, outre l'habitude du consommateur, du bas prix des ressources qu'il faudrait économiser ou protéger. Considérée comme bien essentiel, l'eau est généralement vendue sous son prix de réinvestissement ce qui incite la vétusté des réseaux et donc les fuites et la contamination de ce bien. Les utilisateurs n'ont aucun intérêt à court terme de renchérir leur consommation par l'acquisition d'appareillages éco-efficaces. Il en est de même pour une majorité de biens de consommation. Mais dès lors que les pouvoirs publics pèsent sur les prix et, par exemple, renchérissent malgré la protestation des automobilistes le parking en ville et soutiennent les investissements du transport public et les réductions des tarifs, les alertes à la pollution de l'air de ces villes s'espacent, les embouteillages diminuent et, si l'on pouvait les compter, on constaterait un allègement des subventions collectives aux asthmes, aux dégâts de tôles, au nettoyage des façades noircies... Bien entendu, ce sont là des enfreintes au libre marché. Mais ce libre marché est basé sur de si nombreuses conventions humaines qui, d'une part, allouent certains biens communs à des groupes d'utilisateurs à des conditions régies par un jeu de taxes et d'exonérations et, d'autre part, ignorent complètement la valeur de certains biens pourtant devenus critiques comme la stabilité du climat ou la biodiversité. *Ces conventions et ces distorsions sont si nombreuses qu'il semble bien légitime de faire jouer les instruments de prix en faveur de l'éco-efficacité afin de la soutenir dans la conquête du marché.*

On devrait donc se préoccuper de l'avenir commercial de nombreuses innovations éco-efficaces existantes. En effet, il existe aujourd'hui pour chaque activité de la vie courante et pour chaque acte de consommation un éventail de solutions souvent évidentes et un moyen d'estimer leur impact en cycle de vie ou leur empreinte écologique. La question est de trouver les bonnes raisons pour choisir une solution au détriment de l'autre, donc de faire glisser le marché dans la bonne direction. On pourrait ainsi commencer par les domaines où ces choix existent déjà. Dans le cas de l'éclairage intérieur, il y a la solution des ampoules compactes fluorescentes qui sont cinq

fois moins gourmandes d'électricité, 12 fois plus durables, mais jusqu'à 20 fois plus chères au détail et 10 fois moins achetées que les traditionnelles ampoules à filament. Pourtant, en moins d'un an, elles peuvent récupérer leur surcoût d'achat par l'électricité qu'elles économisent. Quels seraient donc les catalyseurs qui feraient passer progressivement et sûrement l'ampoule compacte d'une part de marché de 6% à 15% ou 30%? Comment l'introduire dès le départ dans les quartiers en voie d'électrification dans les pays en développement? *On toucherait là les scénarios de sensibilisation, d'information et d'instruments économiques et réglementaires concrets qui permettraient à tous les acteurs de se concerter sur une transition souhaitable dans un cas aussi parlant que notre éclairage.*

Cette analyse pourrait se répéter pour tout le catalogue d'activités de la vie courante avec leur éventail de produits spécifiques dans lequel se trouvent nécessairement le meilleur et le pire du point de vue durabilité. À chaque fois un dialogue entre fournisseurs, consommateurs, spécialistes d'études d'impact et pouvoirs publics pourrait établir des scénarios plausibles pour tirer le marché vers le meilleur et éliminer l'impact du pire. *De tels scénarios de consommation durable pourraient évoluer vers des pactes de progrès et des partenariats entre les divers acteurs. Ils pourraient aussi faciliter l'introduction de mesures plus contraignantes pour éliminer les produits et les usages particulièrement nocifs.*

S'il est aujourd'hui difficile d'envisager une réforme totale et profonde des conventions et pratiques qui régissent nos marchés, il semble toutefois légitime d'influencer ses règles en faveur des entreprises innovantes dans l'efficacité et des consommateurs prêts à réduire leur empreinte écologique. *C'est une démarche ouverte et apprenante. Mais elle n'est pas spontanée.* Il appartient aux pouvoirs publics et aux collectivités territoriales de l'initier et d'encadrer sa mise en œuvre.

Une telle démarche faciliterait l'information des consommateurs. En l'absence d'un signal clair par le prix, les écolabels, les fiches techniques, les articles et les sites Internet spécialisés n'ont qu'une influence marginale. Au mieux, ils confrontent les consommateurs avec un dilemme, mais l'économie ou le désir l'emportent souvent sur la

raison écologique et sociale dans la décision. Il est difficile de vendre les valeurs de consommation durable dans un univers publicitaire et médiatique généralement aux antipodes. Mais l'on peut bâtir sur les programmes de sensibilisation des jeunes comme Jeunes Échanges<sup>8</sup> du PNUE et de l'UNESCO, ou celle des foyers de consommateurs comme Famille Durable<sup>9</sup> en France, la campagne belge « Ça passe par moi »<sup>10</sup> ou le site de Consodurable<sup>11</sup> en France. *Pour réussir, il faut amener les consommateurs à des mises en œuvre culturellement adaptées, économiquement possibles et personnellement valorisantes.* Les scénarios de consommation durable présentés plus haut, seraient particulièrement utiles pour éclairer les choix de comportement et les amener du pire au meilleur par une démarche informée et réfléchie.

*Cette démarche rappellera également les pouvoirs publics à leur rôle de consommateur avec un pouvoir d'achat qui pèse sur l'économie (8 à 25% du PNB selon les pays) et peut créer des parts de marché critiques pour les nouvelles offres éco-efficaces.* L'achat « écoresponsable » bien qu'encore marginal, est en bonne voie avec la prise de conscience des pouvoirs publics de leur rôle de consommateur pilote et de leur obligation de mettre leurs déclarations politiques en cohérence avec leurs appels d'offres et leurs contrats. La réforme du code des marchés publics décidée en France en janvier 2004 est ainsi accompagnée d'une sensibilisation et d'une concertation des acheteurs publics afin qu'ils puissent intégrer les critères d'éco-responsabilité dans leur sélection de fournisseurs<sup>12</sup>.

Le découplage entre notre qualité de vie et ses impacts sur l'environnement est nécessaire mais insuffisant pour réaliser la transition vers les modes de production et de consommation durables. Il est nécessaire au plus vite pour la consommation des 3 milliards et demi de personnes qui vivent dans une économie monétaire avec au minimum un habitat décent, de l'eau, de l'énergie et un moyen de locomotion par foyer, une alimentation et une scolarité suffisantes. Il est particulièrement

8. <http://youthxchange.e-meta.net/>

9. [http://www.familledurable.com/2005/00\\_home/00\\_home.html](http://www.familledurable.com/2005/00_home/00_home.html)

10. <http://www.ecoconso.be/>

11. <http://www.consodurable.org/>

12. <http://www.ecoresponsabilite.environnement.gouv.fr/>

nécessaire et urgent pour le milliard d'entre eux, les plus riches, qui servent de modèles aux rêves de progrès social du reste du monde. Mais il est insuffisant pour ceux, les 2 milliards et demi, qui survivent aux marges et même loin de cette économie monétaire. Pour eux, il faut avant tout une consommation décente, et pour le milliard le plus démuné c'est une question de vie ou de mort tous les jours. *Pour les plus pauvres une consommation minimale évoluée, sans a priori d'éco-efficacité, sera moins dommageable globalement pour l'environnement que la nécessité de survivre aux dépens de l'épuisement des dernières ressources naturelles locales.*

Les partenariats publics-privés pour l'accès aux biens essentiels, aux services de santé et d'éducation permettent d'associer la créativité des NGO de terrain, la légitimité des pouvoirs locaux et les ressources financières et les compétences des entreprises intéressées au développement sur le moyen terme de marchés nouveaux. Les instruments du micro-crédit ont montré leur efficacité pour déclencher le processus de développement personnel et l'affranchissement de conditions de vie inhumaines. Mais il faut également soutenir le progrès par le développement d'infrastructures et d'institutions capables de protéger et d'accroître la valeur ajoutée par l'effort individuel. Il reste beaucoup à faire pour créer le dialogue et les synergies entre l'investissement privé et l'assistance au développement, non pas au profit comme dans le passé de la filière des entreprises du pays donateur, mais réellement au profit des artisans, des fermiers et des entreprises du pays aidé. Il reste beaucoup à faire aussi pour permettre à ces artisans, fermiers et entreprises de comprendre et saisir les opportunités des marchés des pays riches de la Francophonie et d'ailleurs, celles en croissance des filières d'achat éthique et les approches éco-efficaces.

Dans cette perspective, il est particulièrement intéressant d'accentuer une approche par terroirs. Le concept de terroir est familier à la culture française et à la Francophonie. Il est le carrefour palpable des enjeux de développement durables dans leur diversité et des relations entre la pluralité des comportements humains et leurs écosystème<sup>13</sup>. Le terroir permet donc aussi de développer des solutions adaptées qui mettent en jeu

l'exploitation des ressources au bénéfice des populations locales, par des circuits courts et efficaces, grâce au savoir local. Sans figer la société dans des traditions autarciques ou destructives, les terroirs peuvent miser sur des méthodes de qualité et de normalisation telles que les Appellations d'Origine Contrôlée qui peuvent aisément intégrer des dimensions éthiques et écologiques dans leurs cahiers de charges. Ces démarches construites sur les spécificités du terroir d'origine et le savoir de ses paysans, ses forestiers et ses artisans deviennent de véritables stratégies de valorisation et de conservation des richesses locales.

Les enjeux de production et de consommation durables sont énormes. Les experts réunis par l'IEPF ont tenté de faire le tour des principales pistes d'action tout en reconnaissant qu'elles sont largement une répétition de ce qui a été recommandé ailleurs par d'autres comités d'experts. La répétition des mêmes constats et des mêmes idées semble bien indiquer qu'en presque 20 ans de débats autour du développement durable nous avons collectivement fait le tour de la question. De réunion en réunion, on a constaté une lente convergence vers l'importance de l'éco-efficacité et des instruments économiques et réglementaires qui réajustent en sa faveur le cadre du marché, une convergence vers le pouvoir des partenariats publics-privés bien focalisés sur des projets enracinés localement dans des terroirs, et une convergence vers la reconnaissance de l'obligation de développement accéléré des plus démunis et aussi, avec plus de réticences encore, vers le devoir de consommer et de produire autrement pour ceux qui ont les moyens de gérer leur comportement sans compromettre leur qualité de vie. Alors? *La seule conversion qui reste à faire est d'essayer de passer à l'action.* ✨

13. *Liaison Énergie-Francophonie*, n° 68, 3<sup>e</sup> trimestre 2005; *Culture et Développement Durable*; en particulier Christian Brodhag: *Consommation durable et valeurs culturelles*; page 65.

# Les enjeux de production et de consommation durables.

## Perspectives politiques

*Afin d'analyser les perspectives politiques des enjeux de production et de consommation nous avons invité trois spécialistes dirigeants d'institutions gouvernementales et non gouvernementales à débattre avec Claude Fussler, l'éditeur de ce numéro spécial.*

### **Monique Barbut**

Directrice, Division Technologie, Industrie et Économie DTIE, Programme des Nations Unies pour l'Environnement  
Monique.barbut@unep.fr

### **Christian Brodhag**

Délégué Interministériel au Développement Durable, Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, France  
Christian.BRODHAG@ecologie.gouv.fr

### **Abdeslam Dahman Saïdi**

Professeur, Institut agronomique vétérinaire Hassan II, Maroc  
a.dahman@iav.ac.ma  
a.dahman@targa-aide.com

### **Farid Yaker**

Coordinateur Enda Europe  
f.yaker.enda@wanadoo.fr

**Claude Fussler** – *Le collectif d'experts réunis par l'IEPF pour formuler l'Avis sur les voies spécifiques au monde francophone pour une transition vers des modes de consommation et de production durables s'est rapidement accordé sur les recommandations principales. En effet, tous les concepts, les pistes d'actions et les instruments d'incitation leur semblaient déjà bien définis et débattus. Par contre, ils ont déploré l'énorme déficit de mise en œuvre par les politiques. Ils ont également estimé que l'on attend trop des initiatives et des partenariats volontaires qui ont eu peu d'impact réel jusqu'à présent. Quant à vous, voyez-vous des raisons d'espérer un changement dans le proche avenir?*

**Farid Yaker** – Face aux tragédies du SIDA, des catastrophes naturelles, des conflits non résolus et de la menace terroriste, le monde a-t-il la tête à se pencher sérieusement sur la durabilité des modes de production et de consommation? Les pays du Sud, préoccupés par la lutte contre la pauvreté et la recherche de stabilité politique, ont-ils les moyens de s'opposer à la dégradation, souvent irréversible, de leur base de ressources et de l'environnement global de la planète?

Et pourtant, il est clair que la non-prise en compte, au Nord comme au Sud, de la nécessité de modifier en profondeur nos modes de production et de consommation (MPC) ne fera qu'exacerber les tensions et les problèmes actuels tout en accroissant les risques graves encourus par la planète et en réduisant le patrimoine légué aux générations futures. Il est donc nécessaire de s'attaquer conjointement, et de manière déterminée, aux déséquilibres sociopolitiques et à la non-durabilité des modes de production et de consommation.

Dans cette optique, les États ont un rôle essentiel à jouer en réformant en profondeur le cadre réglementaire et fiscal en vue de permettre, notamment, l'internalisation des coûts environnementaux; en intégrant l'impératif de changement des MPC dans toutes leurs politiques sectorielles, en réaffectant des dépenses, notamment militaires, en faveur d'activités permettant de réduire l'empreinte écologique des pouvoirs publics, des entreprises et citoyens; en adoptant de nouveaux indicateurs mesurant les niveaux de découplage entre PIB et croissance économique, d'une part, et exploitation des ressources naturelles, d'autre part.

Il est tout aussi nécessaire de mettre les entreprises face à leurs responsabilités et d'amener ces

dernières à modifier leurs pratiques et processus de production et à s'engager sur des objectifs chiffrés et vérifiables de réduction de leurs impacts écologiques.

Les politiques de coopération doivent également intégrer l'objectif de changement des MPC tout en privilégiant les programmes susceptibles d'agir de manière simultanée sur les problématiques sociales et environnementales.

L'ampleur des défis auxquels nous faisons face exige la mise en commun des énergies et l'établissement de partenariats opérationnels et conséquents entre les différentes familles d'acteurs concernés. Parmi ces acteurs, un effort particulier doit être fourni pour permettre aux associations et ONG de jouer leur rôle d'aiguillon et de certification des changements de MPC, de sensibilisation des décideurs et du grand public, de suivi des médias ainsi que de laboratoires d'idées et de pratiques innovantes.

**Abdeslam Dahman Saïdi** – Il est difficile pour un observateur du Sud de garder un optimisme raisonnable face aux tendances actuelles, installées durablement par la logique de la globalisation des échanges économiques mondiaux. Depuis Johannesburg, aucun signe tangible d'un début de changement effectif des modes de production et de consommation dans les pays du Nord et encore moins dans les pays du Sud n'autorise un quelconque optimisme pour l'horizon des cinq prochaines années. Bien au contraire, l'émergence économique récente de la Chine (dont le système politique était, pour certains pays du Sud, porteur d'une véritable vision allant au-delà d'un développement économique «à tout prix») vient renforcer et alourdir encore plus cette tendance internationale. Ce pays ramené progressivement au respect des normes économiques dominantes s'est trouvé au centre de trois flux amplificateurs: (i) la délocalisation d'une part importante de la production internationale appelée par la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, disciplinée et peu onéreuse, (ii) l'implantation de nouvelles unités de production multinationales destinées à la consommation interne d'un marché en pleine expansion et (iii) le développement rapide d'une capacité propre de production d'une performance sans précédent capable d'exporter dans le monde entier une manufacture de qualité technologique

de plus en plus appréciée. Ceux qui prétendaient que le véritable espoir pour les pays du Sud résidait dans le fait que leur développement durable, partant de très bas, pouvait autoriser un greffage progressif mais structurant de nouveaux modes de consommation et de production, doivent revoir la simplicité et la linéarité d'une telle vision optimiste. D'autant plus que de nombreux pays émergents rêvent devant les chiffres macro-économiques de la Chine et ne demandent pas mieux que d'enfourcher le même modèle.

**Claude Fussler** – *Donc, votre constat rejoint celui de l'Avis. Chacun a une responsabilité incontournable, urgente. Mais où est l'évidence d'une mobilisation ?*

**Christian Brodhag** – Je ne suis pas fondamentalement optimiste car je considère que l'ampleur et la vitesse de la montée des problèmes sont bien supérieures à la vitesse de diffusion des solutions. Mais ce qui peut donner espoir c'est l'accélération de la prise de conscience et l'expérience accumulée.

Aujourd'hui, les problématiques liées au développement durable commencent à être largement connues. Depuis que le changement climatique est observé et que la responsabilité de ce changement est attribuée aux activités humaines par la plupart des scientifiques compétents, la mobilisation ne ralentit pas. Mais la prise de conscience se fait sous l'angle du catastrophisme qui n'est finalement pas mobilisateur et a du mal à se traduire par une mise en œuvre concrète.

Autre raison d'optimisme: en une quinzaine d'années nous avons largement avancé dans l'identification des solutions et des acteurs sur lesquels il faut faire porter la responsabilité du changement. À Rio, la communauté internationale pensait faire porter les efforts sur les États et les institutions multilatérales. Cinq ans après, la même communauté, tirant un premier bilan, fait aussi porter l'accent sur le rôle des entreprises. À Johannesburg, enfin, la responsabilité des consommateurs est identifiée et les modes de production et de consommation sont abordés comme un tout.

Nous avons aussi des représentations du monde plus mobilisatrices: l'empreinte écologique ou la notion de services écologiques telle qu'établie par l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire.

**Farid Yaker** – Je partage l’avis de Christian Brodhag selon lequel nos problèmes s’accroissent plus vite que les solutions que nous tentons de mettre en œuvre. J’ajouterais que les rapports de force ne sont pas encore en faveur de ceux qui plaident pour des mesures draconiennes seules à même de préserver notre planète. Je suis par contre plus mitigé sur les motifs d’optimisme avancés par Christian Brodhag. Il me semble également que nous ne pourrons avancer sur ces questions si nous ne prenons pas en compte les énormes déséquilibres Nord-Sud, d’une part, et l’influence prépondérante des multinationales, milieux financiers et autres lobbys industriels, d’autre part, qui freinent et s’opposent à la mise en œuvre de politiques, pratiques et règlements favorables à une remise en cause des modes de production et de consommation dominants.

**Monique Barbut** – Changer nos modes de consommation et de production requiert une modification des comportements tant individuels que collectifs qui implique un travail de longue haleine basé sur une prise de conscience des risques d’un scénario tendanciel. La question des modes de production et de consommation durables ne sera pas dernière nous dans cinq ans. Cependant, de mon point de vue, la prise de conscience accrue des gouvernants, des entreprises et des citoyens et les changements d’attitude que nous commençons à observer indiquent que nous sommes sur la bonne voie, bien que le chemin qui nous reste à parcourir demeure long et tortueux. Le défi qui est le nôtre aujourd’hui est de traduire de bonnes intentions en actions concrètes dans le cadre de projets et initiatives aux résultats tangibles et mesurables.

**Farid Yaker** – Mais c’est aussi, je le répète, un défi de rééquilibrer les rapports de forces. Au Sud et à l’Est, l’appétit de consommation est énorme pour les 4 milliards de personnes dont le niveau de vie est encore bien loin des standards occidentaux. Les gouvernements du Sud ainsi que les populations sont avant tout préoccupés par l’accroissement du revenu national même si ceci occasionne des choix de développement non durables et des dégradations irréversibles des patrimoine biologique et culturel (artificialisation du littoral, perte de terres arables, non-maîtrise de la croissance urbaine avec les conséquences que l’on connaît sur l’accroissement des violences

urbaines, la santé, la pollution, etc.). Très souvent les choix des États sont faits sans prise en compte de l’avis d’autres acteurs nationaux tels que les ONG locales qui sont souvent marginalisées, voire réprimées, et sans que les institutions financières internationales et organismes de coopération ne pèsent de tout leur poids pour infléchir les politiques publiques (ex. : exploitation du bois tropical, promotion du tout automobile au détriment des transports publics et du rail, absence de soutien aux énergies renouvelables, etc.).

Au Nord, et malgré, il est vrai, une prise de conscience croissante, les intérêts économiques à courte vue continuent de primer et de freiner les évolutions nécessaires des cadres fiscaux et réglementaires ainsi que des modes de production et de consommation. En France, dans un pays se disant mobilisé dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, un projet de loi prévoyant de taxer les véhicules 4x4 (dont les ventes sont en nette augmentation) a été remis en juillet 2004 sous la pression du lobby automobile. De manière plus générale, les cadres fiscaux des pays du Nord n’intègrent toujours pas l’objectif de découplage, de réduction de l’empreinte écologique et d’application du principe pollueur payeur. Bien au contraire, de nombreuses subventions et détaxations anti-environnement continuent de subsister dans les domaines du transport aérien lui aussi en pleine expansion (kérosène), ou terrestre (diesel) de l’agriculture où le modèle productiviste entraîne une utilisation excessive de pesticides et de fertilisants, de l’aide à l’irrigation qui favorise la salinisation des sols.

**Monique Barbut** – Les difficultés sont nombreuses, mais les éléments pour promouvoir une culture de changement sont actuellement réunis. Le catastrophisme ne nous permettra pas de progresser. Un optimisme béat non plus. Une première raison d’optimisme réside dans la sensibilisation accrue du public et des citoyens aux problématiques de développement durable qui est, sans nul doute, l’un des moteurs de la transparence dont les gouvernements et les entreprises privées doivent désormais faire preuve.

Cette prise de conscience, largement stimulée par les technologies de l’information et de la

communication, rend plus difficile, pour des entreprises ou pour des pouvoirs publics, l'adoption délibérée de pratiques non durables. La dénonciation du travail des enfants sur lequel certaines multinationales fermaient les yeux est un exemple de cette prise de conscience et de la mobilisation des consommateurs que doivent prendre en compte les entreprises et les pouvoirs publics. Les répercussions sur la santé de certaines décisions prises dans les quarante dernières années au mépris de la santé humaine, comme l'amiante ou le tabac, conduisent aujourd'hui à la mobilisation des citoyens qui demandent des comptes à leurs gouvernants ou aux entreprises.

Une deuxième raison d'optimisme s'appuie sur ce que j'ai pu observer dans le cadre du processus de Marrakech. Après trois premières années de travail, l'implication croissante des gouvernements et la véritable volonté de travailler ensemble au niveau international qui s'est dégagée me semblent être une autre raison d'espérer. La première phase de consultations régionales qui est maintenant achevée a montré une réelle appropriation par les gouvernements des problématiques de la consommation et de la production durables et a permis de faire de ce processus une réalité vivante dans certains pays et dans les différentes régions du monde. Toutefois, si le processus me semble être en place d'un point de vue international, les résultats concrets ne sont pas encore au rendez-vous, et il convient maintenant de s'y atteler sans relâche.

Pour ce faire, il faudrait que ces problématiques ne soient pas cantonnées à la seule sphère environnementale. Faire de la consommation et de la production durables un objectif de l'ensemble des ministères dans les pays, qui soit intégré de manière horizontale dans les objectifs nationaux, et notamment dans le cadre de stratégies nationales de développement durable, me semble une priorité. Pour contribuer à cet objectif, le PNUE a engagé un projet pilote visant à intégrer la consommation et la production durable de manière concrète dans les stratégies de réduction de la pauvreté. Par ailleurs, lors de la réunion d'octobre 2005 au Costa Rica qui nous a permis de faire le point des avancées du processus de Marrakech, un processus a été initié avec les agences d'aide et les bailleurs bilatéraux et multilatéraux visant à développer conjointement des

pistes d'action pertinentes afin d'intégrer de la manière la plus efficace cette question cruciale.

**Claude Fussler** – *Mais comment pourrait-on aller encore plus vite pour répondre à la fois à l'impatience de développement du Sud mais éviter ce développement coûte que coûte que décrit Farid Yaker?*

**Christian Brodhag** – Il est urgent de créer une dynamique de diffusion, d'amplification et d'accélération des expériences et des idées les plus probantes. C'est une démarche ouverte et apprenante pour laquelle le processus d'appropriation change les valeurs et les représentations. En fait, le plus important est de changer les représentations du monde et des raretés réelles, le sens qu'il faut donner au mot progrès. Ces échanges doivent privilégier le niveau régional, entre des acteurs placés dans des situations comparables.

Il faut passer à une prise de conscience active, qui déclenche une action aussi bien chez les décideurs politiques que chez les citoyens. Cela concerne les informations mais aussi l'action. Tous les processus concrets, par exemple le tri des déchets, ont une double vocation, celle de valoriser la matière et celle d'engager une activité concrète qui facilite cette prise de conscience active.

Enfin, les pouvoirs publics locaux, nationaux et internationaux sont aussi des acteurs économiques à la fois comme gestionnaires directs de services publics, ou indirects en élaborant les cahiers des charges lorsqu'ils les ont délégués, et comme consommateurs avec les marchés publics. Ce volet économique peut être un moteur de pratiques et d'achats écoresponsables. Les pouvoirs publics doivent mettre en accord leur dire et leur faire, et ne pas se limiter à dire le droit.

**Farid Yaker** – Loin de diminuer les inégalités sociales entre le Nord et le Sud et à l'intérieur des pays tendent également à s'accroître. Face à ces défis, la voie de la conscientisation active me semble insuffisante pour inverser les tendances en cours. Des moyens sont à dégager et des mesures sont à prendre très rapidement pour accroître et amplifier les mécanismes de solidarité et de lutte contre les inégalités internes et Nord-Sud. Des dispositions fiscales et réglementaires sont à prendre pour réduire nos empreintes

écologiques et mettre les différents acteurs (qu'il ne suffit pas d'identifier) face à leurs responsabilités. Parallèlement, une réflexion de fond doit nous aider à faire émerger de nouveaux modes de vie, de partage et d'utilisation des ressources, plus respectueux de l'environnement et garants de la cohésion sociale. Il est plus que jamais urgent de remettre en cause nos modèles productivistes mesurés par l'indicateur roi de la croissance économique pour mettre au cœur de nos préoccupations le bien-être des populations et le respect de nos équilibres naturels.

**Abdeslam Dahman Saïdi** – Dans un contexte de mondialisation, les conditions critiques pouvant garantir un début de changement ne peuvent être que globales et supranationales. Globales, car l'action doit être à la fois politique, économique et éducative. Ces actions internes doivent nécessairement s'accompagner d'un arsenal légal international régulant les rapports entre pays et posant un cadre supranational sans lequel les actions nationales, même globalisées, restent inefficaces. La proposition *d'une prise de conscience active, qui déclenche une action aussi bien chez les décideurs politiques que chez les citoyens* a montré ses limites pratiques, notamment dans l'affaire Francorchamps quand, en janvier 2003, le parti Vert belge vote le « non » à l'exception à la loi interdisant la publicité du tabac proposée pour maintenir le Grand Prix de Formule 1 de Francorchamps. Cinq mois plus tard, Ecolo est passé d'un score électoral de 20% réalisé en 1999 à moins de 6%, ce qui a sonné la fin de sa participation au Gouvernement. La suppression de cette course et donc d'une activité économique fondamentale pour une région vulnérable est l'expression directe d'un lobbying international qui a eu à court terme le dernier mot. Le courage d'une telle décision sera probablement payant à long terme et c'est bien l'absence d'accords internationaux relatifs à un sujet de santé publique dont l'urgence de règlement est admise par tous qui a réduit ses effets à très court terme.

**Monique Barbut** – Parmi les conditions critiques de réussite de la transformation de nos

modes de consommation et de production, c'est-à-dire des fondements de notre société, l'enjeu est bien celui de la volonté politique, sociétale et individuelle de traduire cette prise de conscience dans la réalité par des initiatives concrètes.

Le rôle des gouvernements et des États est absolument crucial à cet égard, dans la mesure où il leur revient de mettre en place les dispositifs législatifs et réglementaires indispensables à toute évolution d'ampleur. Certains pays se sont engagés dans des initiatives et des adaptations de leur législation, notamment dans le domaine du recyclage et des déchets, et j'espère que ce mouvement va s'amplifier.

La deuxième condition critique réside pour moi dans la modification et l'adaptation des outils économiques afin qu'ils puissent promouvoir le découplage et provoquer les changements néces-

**Le développement durable est, bien évidemment, l'affaire de tous, pouvoirs publics, secteur privé, citoyens, ONG, répondant parfaitement à l'esprit de la responsabilité commune et partagée mais différenciée.**

saires, en particulier les dispositifs de taxation, afin qu'ils évoluent vers un système qui prenne en compte la durabilité et le mode de production. Le décalage entre le prix et le coût d'un produit et son impact environnemental est en effet considérable. L'incitation économique à de bonnes pratiques ou la taxation de pratiques de production, de distribution de produits dont la fabrication, la diffusion, le conditionnement sont effectués au mépris d'un processus respectueux de l'environnement constituerait un pas décisif vers la modification de nos modes de consommation et de production. Il s'agit-là pour notre système législatif et économique de prendre en compte l'évolution des problématiques de nos sociétés et de se moderniser afin d'internaliser les priorités d'aujourd'hui et les besoins de demain.

Bien sûr, je suis convaincue que le travail du secteur privé, des initiatives volontaires et des partenariats est indispensable, mais j'ai mis en avant ces deux priorités qui sont principalement liées à l'action des gouvernements, car, sans des dispositifs législatifs et économiques adaptés, ces initiatives et les concepts promus par certains ne pourront pas atteindre une masse critique et avoir

un impact suffisant sur le fonctionnement de nos sociétés et sur la qualité de notre environnement.

Il n'est pas question pour moi pour autant de dédouaner les autres acteurs de leurs responsabilités. Le développement durable est, bien évidemment, l'affaire de tous, pouvoirs publics, secteur privé, citoyens, ONG, répondant parfaitement à l'esprit de la responsabilité commune et partagée mais différenciée. Ainsi, les deux prochaines Commissions du développement durable en 2006 et 2007 dont l'un des thèmes est le thème du développement industriel devront être l'occasion de faire un premier bilan des actions des entreprises par rapport aux engagements pris à Johannesburg. La préparation de rapports sectoriels que nous avons engagés avec les différents secteurs industriels doit permettre d'y contribuer.

**Claude Fussler** – *Christian Brodhag, vous êtes l'un de ceux qui a inlassablement œuvré pour une assimilation et appropriation par la culture francophone du débat largement anglo-saxon de sustainable development. L'espace francophone peut-il être la source de solutions spécifiques? Et que recommandez-vous à ses décideurs?*

**Christian Brodhag** – Le mérite de la proposition des experts francophones, c'est de ne pas faire reposer la solution sur une hypothétique percée technologique. Méfions-nous du syndrome du père Noël: attendons le 25 décembre et le père Noël pourvoira à nos désirs. Même si les enfants n'y croient plus réellement, ils se plaisent à faire semblant d'ignorer que les parents achètent les cadeaux. Nos sociétés se comportent comme des enfants et se plaisent à penser que la science et la technologie apporteront demain des cadeaux surprises et que, donc, il n'y a pas d'efforts à faire aujourd'hui. Beaucoup de solutions sont aujourd'hui sur l'étagère. Il s'agit de techniques mais aussi de pratiques, d'outils économiques, de management, de systèmes d'information... Il faut les évaluer et les diffuser, et cela en langue française. Un système comme Médiaterre pourrait contribuer à la diffusion des bonnes pratiques.

Une seconde recommandation est de mobiliser la composante culturelle de la consommation<sup>1</sup>. C'est à la communauté francophone de porter cette question culturelle, comme elle l'a fait à Johannesburg. Cette approche culturelle de la consommation peut emprunter de multiples voies: développer des circuits courts, des modes de développement endogènes valorisant la diversité culturelle et biologique, diffuser la notion de terroir et des appellations d'origines, et changer le rôle de signal social des consommations ostentatoires les moins durables vers des consommations en accord avec la nature et la quantité des ressources locales. Faut-il vraiment encourager la culture du riz au Sénégal pour répondre à une demande qui s'est construite sur des produits d'importation? Ou ne faut-il pas retrouver la consommation de céréales traditionnelles plus adaptées aux conditions climatiques locales que le riz? Une production inadaptée aux conditions locales mobilise de façon indue des ressources et de la main-d'œuvre.

Une dernière recommandation qui est en cours de mise en place. Les pays francophones doivent participer activement aux négociations internationales qui établissent le cadre d'une mondialisation maîtrisée à la fois dans les enceintes politiques multilatérales et dans le champ des normes comme celui de la négociation de l'ISO 26000 sur la responsabilité sociétale.

**Farid Yaker** – La Francophonie, qui est traversée par la fracture Nord-Sud, peut être un lieu où s'élaborent et se mettent en œuvre des solutions locales et globales. La Francophonie, à côté d'autres acteurs tels que l'Union européenne, peut aider à constituer cette masse critique et à inverser le rapport de force qui permettra de transformer les engagements souvent pieux des

**La Francophonie peut constituer un réel tremplin pour la promotion de la consommation et de la production durables, pour la constitution de partenariats Nord-Sud et Sud-Sud, dont on sait qu'ils sont essentiels pour la promotion du développement durable et le transfert de connaissances, de technologies et la formation.**

1. « Consommation durable et valeurs culturelles », par Christian BRODHAG, *Liaison Énergie-Francophonie*, numéro 68, Culture et développement durable, p. 65-71, <http://www.iepf.org/docs/lef/LEF68.pdf>

Conférences et des négociations internationales (non contraignants contrairement à l'OMC) en voies réelles de progrès.

**Monique Barbut** – La première de deux recommandations que je souhaiterais faire aux décideurs francophones est la suivante : si vous n'êtes pas encore impliqués dans le processus de Marrakech, faites-le. La phase de consultation et d'identification des priorités est achevée. La réunion du Costa Rica, en octobre 2005, a mis l'accent sur la nécessité de travailler concrètement dans des secteurs d'activités précis. Le changement de modes de consommation et de production requiert des efforts dans de multiples secteurs d'activités. Pour pouvoir progresser et atteindre des résultats et susciter des dynamiques, le travail doit être partagé et concentré par secteur d'activités. Ainsi, des pays ont décidé de se mobiliser sur des thèmes, en créant des groupes de travail avec d'autres gouvernements, dont l'objectif est de mettre en œuvre des projets concrets. À cet égard, des groupes ont été créés dans les domaines suivants : modes de vie durable, produits durables, achats écoresponsables, et coopération pour l'Afrique. En perspective figurent également les thèmes suivants : villes durables, gestion des déchets, énergie. Libre à chaque pays de créer un groupe sur un thème différent ou de joindre les groupes animés par d'autres gouvernements. En 2007, à la réunion Marrakech + 4 qui se tiendra en Suède, un premier bilan sera fait des actions menées dans les différents secteurs d'activités.

Ma deuxième recommandation est plus concrète, elle peut être mise en œuvre dès demain à tous les niveaux, si la volonté est présente : il s'agit des achats écoresponsables. Nombre d'études et expériences ont montré que les achats écoresponsables peuvent être le moteur d'écovolutions et de progrès sociaux notables dans tous les pays du monde. Ils permettent de contribuer à la réalisation d'objectifs environnementaux, sociaux et économiques, en particulier en dynamisant les opportunités économiques qui sont offertes aux entreprises locales.

À l'instar de Christian Brodhag et de Farid Yaker, je suis profondément convaincue que la Francophonie peut constituer un réel tremplin pour la promotion de la consommation et de la production durables, pour la constitution de partenariats

Nord-Sud et Sud-Sud, dont on sait qu'ils sont essentiels pour la promotion du développement durable et le transfert de connaissances, de technologies et la formation. Passerelle entre des pays aux développements divers, mais unis par un lien culturel, elle peut être une plateforme d'échange d'expériences et de recherches conjointes de solutions adéquates à un problème commun, mais aussi une plateforme de débats par exemple sur les réformes à entreprendre, les projets communs, les innovations à promouvoir ou encore sur les modes d'incitation financière à la production durable.

**Abdeslam Dahman Saïdi** – Comme mes collègues, Monique Barbut, Farid Yaker et Christian Brodhag, je crois que la mobilisation autour de la composante culturelle de la consommation qui sied le mieux à la vocation et aux choix de la francophonie finira par payer à long terme. Cet atout culturel de la francophonie doit être valorisé pour une meilleure connaissance des milieux endogènes et pour accentuer la circulation de l'information, des expériences du Nord et du Sud et donner plus de visibilité aux solutions qui sont sur l'étagère en un support linguistique que nous partageons tous. Par la voie culturelle les changements sont lents mais profonds.

Une seconde recommandation consiste à renforcer davantage la participation des pays francophones aux négociations internationales où se profile le cadre de la mondialisation qui peut autant catalyser qu'inhiber l'efficacité des politiques et des actions nationales. Cette participation active doit se prolonger, à l'échelle nationale et régionale, par une mise en œuvre effective des décisions et processus issus de ces négociations internationales. La francophonie peut sérieusement aider d'abord à la mise en cohérence de ces politiques nationales et régionales et donner, par la suite, plus de visibilité aux expériences réussies. ✨